

# FRONT POUR LE SURSAUT PATRIOTIQUE (FSP)

Cél : 97983565 / 67086114 / 97980179

---

## CONFERENCE PUBLIQUE

**CODIAM, 16 JUIN 2017**

**Exposé introductif,**

**Par Jean Kokou ZOUNON, porte-parole du FSP**

Mesdames et Messieurs les Invités,  
Camarades responsables et militants du FSP,  
Mesdames et Messieurs,

Le Front pour le Sursaut Patriotique, par ma voix, vous salue et vous félicite pour votre présence à cette conférence publique pour discuter ensemble de la grave **situation socio-politique actuelle de notre pays, le Bénin dit Révélé et de ce que cela demande au peuple.**

Après le rejet populaire et retentissant du projet funeste de révision de la Constitution, le Front appelait le peuple à rester mobilisé, car si la constitutionnalisation de la gouvernance autocratique, de pillage et de famine du pouvoir de Talon a échoué, la gouvernance elle-même demeure. Et si on pouvait l'oublier, le pouvoir lui-même a pris soin de nous prévenir qu'il ferait désormais la politique avec « ruse et rage ».

C'est donc avec davantage de ruse et de rage que le pouvoir de Talon continue de faire tomber de façon agressive sur la tête de la jeunesse, des travailleurs et du peuple, des mesures :

- De répression et de confiscation des libertés ;
- De destruction des activités et des emplois de survie des pauvres avec les déguerpissements arbitraires et sauvages et occasionnant l'extension et l'aggravation de la misère ;
- De pillage et d'accaparement du patrimoine public à son profit (Coton, PVI, domaines de l'Etat, marchés gré à gré, salaires hors grille pour le clan) avec des liquidations des entreprises (SONAPRA, ONS, ONASA, CAIA, ADMA, CARDER, COTEB, etc.) et faisant des milliers de chômeurs ;
- De privatisation des entreprises et secteurs publics (Hopitaux de zone, SBEE, CNHU, Port, etc.) sous des appellations diverses et de ruse, (affermage, gestion déléguée, concession, mise sous mandat, etc.) ;
- D'impunité des crimes économiques et de sang (Ppea2, machines agricoles, Maria-gléta, Icc-services, Affaires Dangnivo, Agbossou Sohoudji, ...) ;
- D'instrumentalisation de la justice avec des "non-lieu" pour couvrir l'impunité ;
- De désagrégation accentuée du secteur de l'enseignement, non seulement public, mais également privé, mettant en désarroi, élèves, étudiants, parents ;
- De gouvernance autocratique, faite de mépris et de famine pour le peuple.

Aujourd'hui, le peuple a faim, pendant que les ministres et les dirigeants placés par Talon sont payés à des salaires mirobolants que le pouvoir prend soin de cacher au peuple, pendant que les contrats gré à gré, au mépris des lois relatives aux délits d'initiés, permettent le pillage éhonté au détriment des autres opérateurs économiques non membres du sérail. Le mépris de Talon vis-à-vis du peuple se traduit par les meetings de diversion autour d'un PAG en panne, devenu sujet de propagande, par les tentatives d'intimidation et de répression des dirigeants politiques du Front et des responsables syndicaux en lutte (Plateforme portuaire, Asecna, Ministère des Affaires étrangères, etc). Le mépris vis-à-vis du peuple se traduit par la résolution du Président Talon de poursuivre les

déguerpissements dans les ruelles des villes pendant que les petits vendeurs et artisans, victimes des déguerpissements récents sont toujours dans la détresse sans relogement et sans perspectives.

Le pays est de nouveau en danger. Danger d'accaparement et de dépendance dans les mains de mafieux au pouvoir. Danger de recul des libertés et de la démocratie. Danger de recul de la décentralisation avec les mesures tendant à réduire les communes en des sous-préfectures. L'autocrate Talon ne cesse de répéter qu'il attend le moment propice pour faire revenir son projet de révision de Constitution.

Les protestations diverses, les grognes, les sit-in, grèves au Port, au CHNU, dans les structures du développement rural, des promoteurs et étudiants de l'enseignement supérieur privé, les sit-in et grèves annoncés dans plusieurs autres secteurs (ORTB, santé, etc.), tout cela témoigne de l'éveil du peuple contre un pouvoir en faillite. Le Front pour le Sursaut Patriotique soutient toutes ces protestations des travailleurs et du peuple. Et face à l'acharnement de Talon et de son gouvernement, face au danger de privatisation du pays au profit du clan mafieux au pouvoir, il faut pour le peuple se lever comme un seul homme.

Car face au peuple mobilisé, toute la propagande et les intimidations contre le peuple et ses responsables à divers niveaux sont voués à l'échec. Le peuple ne peut accepter la privatisation sous n'importe quelle appellation, des secteurs stratégiques et sociaux, du Port, de la SBEE, du CNHU, etc. Le peuple ne peut accepter le hold-up continu par Talon et son clan sur tous les biens et ressources du pays. Talon ne peut acheter tout le monde. Il ne peut soumettre un peuple qui a pu vaincre le régime autocratique entre 1975 et 1990 ainsi que d'autres autocrates auparavant. Talon ne peut dompter et soumettre un peuple qui a fait échec à son projet funeste de constitutionnalisation de sa gouvernance de pillage, d'impunité et de famine.

Nos mémoires sont encore fraîches des exploits accomplis en quelques jours, du 15 mars au 04 avril 2017 pour arriver à ce résultat : sit-in devant l'Assemblée nationale le 16 mars, conférence publique, sit-in couché du 23 au 24 mars devant le Parlement, marche gigantesque à Cotonou le 30 mars, interventions et débats de personnalités, appel à la grève générale, meeting dans les régions, sit-in encore devant l'Assemblée nationale du 03 au 04 avril, toutes choses qui ont renforcé le courage de parlementaires et conduit à la victoire.

Aujourd'hui, le pays est à terre ; la patrie tangué. Aujourd'hui, la patrie est encore en danger et appelle à un sursaut patriotique. A cet effet, le Front appelle à l'union dans l'action et au sursaut patriotique, toutes les forces politiques, syndicales et de la société civile, toutes les personnalités attachées à la sauvegarde de notre patrie pour dire NON et arrêter la privatisation du pays ainsi que la gouvernance autocratique, clanique, de pillage, de famine et d'impunité du pouvoir de Patrice Talon.

Trop, c'est trop ! Agissons maintenant ! Agissons tous ensemble pour aboutir dans l'immédiat à la réunion d'une Assise nationale, les Etats généraux du peuple en vue d'un gouvernement patriotique et de probité.

A bas le pouvoir pilleur, affameur et d'impunité de Patrice Talon !

Vive le peuple béninois souverain !

Enfants du Bénin débout !!!

Je vous remercie.